

Déclaration de cession de droits sociaux

Date d'enregistrement : 24/06/2025
Référence d'enregistrement : 2025C9999092698
Mode de paiement : CB
Montant des droits payés : 25 €
Déclaration reçue par : Service National de l'Enregistrement
3 place du Champ de Foire
42300 Roanne



2D-DOC

Cession de droits entre AUTRE 10 50 INDUSTRIE PRODUCTION (843894106) et Jocelyn NGAKO WANDJI déclarée par Anthony BERNARD - LUCCHIN

I - Modalités de déclarations

Cession de gré à gré

II - Cessionnaire

Jocelyn NGAKO WANDJI Né(e) le 18/12/1991 (CAMEROUN)
61 RUE JULES GUESDE
BONDY (93)

III - Cédant

AUTRE 10 50 INDUSTRIE PRODUCTION (843894106)
17 RUE DU CHEMIN DE FER
PANTIN (93)

IV - Société concernée

Numéro SIREN : 843894106
Désignation : SOCIÉTÉ PAR ACTION SIMPLIFIÉE 10 50 INDUSTRIE PRODUCTION
Adresse : 17 RUE DU CHEMIN DE FER
PANTIN (93)

Cette personne morale est-elle une société mentionnée à l'article 1655 ter du CGI ? NON
Les participations cédées confèrent-elles au cessionnaire, direct ou indirect, le droit à la jouissance d'immeubles ou de fractions d'immeubles au sens de l'article 728 du CGI ? NON
Le cessionnaire a-t-il acquitté ou s'est-il engagé à acquitter des dettes contractées auprès du cédant par cette personne morale ? NON

V - Renseignements relatifs à la cession

Date de la cession : 06/05/2025
Prix : 500,00 €
Nombre de parts cédées : 50
Numéro des parts cédées : 51 A 100
Nombre total de parts : 100

VI - Origine de propriété des droits

Identité du cédant : ANTHONY LUCCHIN
 Adresse : 1 ALLEE CARPENTIER BAT J1 APP 1050 93700 DRANCY
 Nature de la mutation : CESSION
 Date de l'acquisition : 01/12/2018
 Valeur ou prix d'acquisition : 500,00 €

VII - Liquidation des droits

	Base d'imposition	Droits calculés
Prix	500,00 €	
Charges déductibles	0,00 €	
Abattement appliqué	- 0,00 €	
Base taxable retenue	500,00 €	
Taux applicable	0,1 %	
Droits calculés		1,00 €

VIII - Paiement des droits

Application du minimum de perception ¹		25 €
Montant à payer		25 €

¹Un minimum de perception est appliqué à votre déclaration selon les conditions régies par l'article 674 du Code Général des Impôts.